

Nogaro - 2e round du combat contre les camions

Les maires concernés reçus par le préfet avec Philippe Martin



Nogaro - 2e round du combat contre les camions

« C'est la suite de la réussite de votre manifestation du 7 novembre contre le trafic poids lourd (PL) transnational », déclare Philippe Martin, président du Conseil départemental le matin du 16 novembre. Il parle là de l'entretien avec le préfet qu'il a organisé ce jour : juste avant cette rencontre, il a invité les maires concernés (1) par le passage de 1 000 PL chaque jour dans la région de Nogaro, à une réunion au café Daroles à Auch.

Suivi avec attention par les élus, il passe en revue les arguments qui vont être présentés au préfet. Contre le passage des PL transnationaux sur les infrastructures de ces villages, inappropriées à un trafic de cette espèce.

Faut-il laisser les PL entrer dans le Gers ?

Tout d'abord, le problème est celui de l'entrée dans le Gers. Les PL qui viennent d'Espagne, du Portugal ou de Bordeaux vont presque toujours en Région Paca ou en Italie. Quand on déplace les itinéraires, on déplace le problème dans d'autres villages.

Passer par nos villages économise, pour chaque PL, 60 euros de péage et 10 euros de carburant. Si les autoroutes n'avaient pas été privatisées, il serait plus facile au gouvernement d'imposer des tarifs autoroutiers réduits pour les PL. « Nous allons demander au préfet que l'État ne se désengage pas et je compte en discuter aussi avec Élisabeth Borne, la secrétaire d'État chargée du transport ».

Philippe Martin envisage également une réunion interrégionale sur le thème d'une écotaxe avec Carole Delga, présidente de l'Occitanie, qui est au courant du problème.

Il ajoute « On en a ras-le-bol ». Peut-être faudra-t-il employer « l'arme secrète » des arrêtés municipaux concomitants interdisant aux PL la traversée des villages du mardi au jeudi sous peine d'amende. Mais, pour être efficaces, les amendes doivent être supérieures au prix du péage.

Il conclut : « C'est un dossier qui devient lourd ».

Christian Peyret fait savoir que des communes des Alpes maritimes ont pris des arrêtés d'interdiction de passage des PL : ils ont été attaqués, mais le tribunal les a confirmés.

Caroline Vincent remarque que, plus on améliore les routes ordinaires, plus le trafic PL augmente. On en est à 1 000 par jour : bientôt 1 500 et plus ?

Un entretien constructif

L'entretien avec le préfet Pierre Ory a duré 1 h 30. Christian Peyret en retire une impression favorable. Car le préfet veut entreprendre une réflexion globale sur le trafic PL dans tout le Gers et pas seulement sur les itinéraires des villages de l'opération escargot. Sinon, on ne ferait que déplacer le problème ailleurs.

De plus, des travaux de sécurisation à Luppé-Violles et à Nogaro vont être exécutés.

(1) Yves Imbert (Lanne-Soubiran), Caroline Vincent (maire-adjoint de Luppé-Violles), Pierre Capdepon (Manciet), Christian Peyret (Nogaro), Thierry Saint-Martin (Sainte-Christie-d'Armagnac), Michel Marque (Vergoignan).



Caroline Vincent, Yves Imbert, Christian Peyret, Yves Martin (qui montre sur la carte les différents itinéraires), Pierre Capdepont et Thierry Saint-Martin



Philippe Martin énumère les arguments contre le trafic PL transnational



Michel Marque, Caroline Vincent, Yve Imbert, Christian Peyret, Philippe Martin, Pierre Capdepont et Thierry Saint-Martin



Devant la préfecture : Caroline Vincent, Pierre Capdepont, Michel Marque, Thierry Saint-Martin, Philippe Martin, Yves Imbert et Christian Peyret